

CGT : collabos ?



Au cours de la manifestation du premier mai à Paris, des manifestants se sont attaqués au convoi de la CGT place de la Nation. Ils ont endommagé des véhicules, blessé des militants. Ils ont notamment tagué une camionnette avec l'inscription : "CGT collabos".

Faut-il condamner la violence, toute violence, à l'intérieur du mouvement ouvrier ? Faut-il réaffirmer le principe : "Réservez nos coups à l'ennemi" ?

Mais, n'y a-t-il pas aussi un culte de la violence chez des apparatchiks de la CGT ? Il y a effectivement eu des violences contre les trotskistes calomniés, traités d'hitléro-trotskistes. Il y a eu des violences contre des partisans du Frexit notamment des militants de l'UPR. Faut-il aussi condamner ces violences qui sont clairement revendiquées notamment par le site web "[La Rotative](#)" ? La direction de la CGT ne devrait-elle pas condamner ces appels à la violence venant d'individus qui se disent responsables de la CGT ?

Les militants de l'[AGIMO](#) ont ainsi été doublement victimes des nervis de la CGT : victimes en tant que trotskistes et victimes en tant que partisans du frexit. Ils continuent cependant à condamner toute violence à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Assurément, dans leur grande masse les militants de la CGT ne sont pas des collabos mais la participation des cadres de la CGT au "dialogue social" ne confine-t-elle pas à de la collaboration avec l'ennemi de classe ? L'adhésion de la CGT à la CES (Confédération Européenne des Syndicats) n'est-elle pas une forme de collaboration avec l'UE ? Les permanents de la CGT ne sont-ils pas essentiellement payés par l'ennemi de classe ? S'il est ainsi souvent justifié de qualifier la politique de la CGT comme une politique de collaboration de classe cela, du point de vue de l'[AGIMO](#), ne justifie nullement les agressions physiques. C'est en effet une caractéristique de la plupart des organisations politiques du mouvement ouvrier que d'être passées du côté de l'ordre bourgeois alors qu'elles ont, à l'origine, été construites pour être des organisations révolutionnaires. Pour les organisations syndicales, il y a toujours eu de la part des capitalistes la volonté de les intégrer au fonctionnement de l'Etat, à la gestion de l'entreprise... C'est dans son combat pour défendre ses intérêts que la classe ouvrière tente, à l'inverse, de gagner l'indépendance de ses organisations syndicales. C'est un combat permanent. Il faut se prononcer contre le dialogue social et contre l'adhésion des syndicats à des organismes liés à l'UE.